



AVANT-PROJET DE DECRET PORTANT ASSENTIMENT A L'ACCORD DE
COOPERATION DU 18 FEVRIER 2020 MODIFIANT L'ACCORD DE
COOPERATION DU 12 DECEMBRE 2005 ENTRE L'ETAT FEDERAL, LA
COMMUNAUTE FLAMANDE, LA COMMUNAUTE FRANCAISE, LA
COMMUNAUTE GERMANOPHONE ET LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE
COMMUNE RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI DU 24 AVRIL 2003
REFORMANT L'ADOPTION

TABLE DES MATIERES

Exposé des motifs	p. 02
Commentaire des articles	p. 03
Avant-projet de décret	p. 10
Accord de coopération du 18 février 2020	p. 11
Accord de coopération du 12 décembre 2005 (version coordonnée)	p. 20
Avis du Conseil d'Etat n° (...)	p. 29
Avis du Conseil d'Etat n° 66.357	p. 30
Accord de coopération du 6 juin 2019	p. 41

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Le droit belge de l'adoption récemment a fait l'objet d'une importante réforme suite principalement à l'adoption de la loi du 6 juillet 2017 portant simplification, harmonisation, informatisation et modernisation de dispositions de droit civil et de procédure civile ainsi que du notariat, et portant diverses mesures en matière de justice (dite « loi pot-pourri V »).

Cette réforme, entrée en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2020, rend nécessaire l'adaptation de l'accord de coopération du 12 décembre 2005 qui encadre la collaboration en matière d'adoption entre l'Etat, les Communautés et la Commission communautaire commune.

Un premier avenant, dont le texte figure en annexe du présent projet, a été conclu le 6 juin 2019 entre les différents gouvernements compétents. Le 13 juin 2019, le texte a été transmis par le Ministre de la Justice au Conseil d'Etat. L'avis de la section de législation a été rendu le 22 juillet 2019 et figure également en annexe du présent projet. Le texte de l'accord a été adapté pour tenir compte des remarques du Conseil d'Etat et un nouvel avenant, dont le texte figure également en annexe du présent projet, a été conclu le 18 février 2020.

C'est ce second avenant du 18 février 2020 que le Gouvernement soumet présentement à votre assentiment.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président

Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

Valérie GLATIGNY

chaque entité était autonome pour réglementer l'accès à ses propres archives. Seuls les deux derniers en date estimant qu'un accord de coopération était nécessaire. Etant donné l'aspect sensible de cette matière, la difficulté de trouver des solutions pour que chaque entité fonctionne sur les mêmes bases, et le fait que la pratique actuelle est réglée dans chaque entité par des textes qui ne semblent pas poser fondamentalement problème dans la pratique, il est proposé de prendre le temps pour ouvrir une large discussion sur ces questions, afin de régler ultérieurement la question dans un accord de coopération distinct. De plus, la question de l'accès par l'adopté aux informations relatives à ses origines est également liée à l'accès aux actes de l'état civil et à la BAEC. Il est préférable d'attendre de voir comment le nouveau système entré en vigueur le 31 mars 2019 fonctionne.

Le Conseil d'Etat recommande également de compléter l'accord de coopération pour y prévoir le principe selon lequel c'est l'autorité centrale communautaire compétente en Belgique qui est habilitée à autoriser un contact entre les adoptants et les parents de l'enfant (article 363-1 du Code civil). Cette recommandation n'est pas suivie. En effet, comme la recommandation précédente, cette question nécessite des négociations entre les parties à l'accord de coopération et ne pourrait être résolue à temps pour que l'accord de coopération entre en vigueur le 1er janvier 2020.

Le Conseil d'Etat a également invité les parties à l'accord de coopération à le compléter par des dispositions relatives à diverses compétences des Communautés visées par le Code judiciaire. Cette proposition n'a pas été suivie dès lors que les parties ont délibérément choisi de limiter les points devant être traités dans l'accord de coopération.

ARTICLE 1^{ER}

L'article 1^{er} de l'accord de coopération est modifié afin que l'article 1231-1/2, alinéa 2, du Code judiciaire, introduit par la loi du 6 juillet 2017, soit visé. Cet article traite de l'introduction de la demande en constatation de l'aptitude à adopter devant le tribunal de la famille. La référence à l'article 1231-28 du Code judiciaire est supprimée dès lors que cet article a été abrogé par la loi du 6 juillet 2017.

L'article 1^{er} de l'accord de coopération prévoit qu'au terme de la préparation, le candidat adoptant obtient un certificat de préparation. Le modèle de ce certificat est remplacé par l'annexe 1er du présent accord de coopération. Ce certificat de préparation est nécessaire pour l'introduction d'une demande en constatation de l'aptitude à adopter, comme le prévoit l'article 1231-1/2, alinéa 2, 2^o du Code judiciaire.

Le Conseil d'Etat fait par ailleurs une remarque relative à l'article 1231-1/1 du Code judiciaire modifié par l'article 16 de la loi du 6 juillet 2017. Cette remarque nécessite une modification de l'article 1231-1/1 du Code judiciaire prévue dans le cadre d'un projet de loi réparatrice.

ARTICLE 2

L'article 348-4, alinéas 2 et 3 du Code civil, précise que le tribunal de la famille « et son service social » informe les parents d'origine sur l'adoption et sur les conséquences de leurs consentements. Le tribunal de la famille n'ayant pas de service social, les Communautés ont accepté, dans l'article 2 de l'accord de coopération du 12 décembre 2005, d'assurer cette information, puisqu'elles étaient mandatées par les familles d'origine désirant confier leur enfant en adoption ; au moment de la négociation de cet accord en 2005, personne n'avait pensé aux adoptions intrafamiliales, pour lesquelles il semblait logique que l'information soit faite par les autorités judiciaires, qui avaient un contact lors de la procédure avec les familles d'origine. En pratique, jusqu'à présent, cette information a été assurée pour toutes les adoptions internes extrafamiliales, mais

COMMENTAIRE DES ARTICLES

EXPOSE GENERAL DU CONTENU DE L'ACCORD

Selon l'article 92*bis*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'Etat fédéral, les Communautés et la Commission communautaire commune peuvent conclure un accord de coopération qui porte notamment sur l'exercice conjoint de compétences propres, ou sur le développement d'initiatives en commun.

Cet accord vise à adapter et à mettre à jour l'accord de coopération du 12 décembre 2005 relatif à la mise en œuvre de la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption. En effet, le Titre 2 de la loi du 6 juillet 2017 portant simplification, harmonisation, informatisation et modernisation de dispositions de droit civil et de procédure civile ainsi que du notariat, et portant diverses mesures en matière de justice, et le Titre 5 de la loi du 18 juin 2018 portant dispositions diverses en matière de droit civil et portant modification du Code judiciaire en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges, ont rendu nécessaire la modification de l'accord de coopération du 12 décembre 2005 précité.

Le Titre 2 de la loi du 6 juillet 2017 portant simplification, harmonisation, informatisation et modernisation de dispositions de droit civil et de procédure civile ainsi que du notariat, et portant diverses mesures en matière de justice, a pour objectif principal d'harmoniser les procédures d'adoption interne et internationale en ce qui concerne l'évaluation de l'aptitude des candidats adoptants. L'obligation d'obtenir un jugement d'aptitude pour les candidats à l'adoption interne a été introduite. Le législateur a considéré que les garanties défendues par la Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale étaient à ce point importantes pour le respect des droits de l'enfant, qu'il fallait permettre à tous les enfants adoptés en Belgique de bénéficier de garanties semblables.

Les modifications prévues par la loi du 6 juillet 2017 entraînent la nécessité de modifier l'accord de coopération du 12 décembre 2005, en particulier les articles concernant l'enquête sociale qui sont directement liés à la procédure d'obtention du jugement d'aptitude.

En outre, après plus de 10 ans d'application de la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption, et en particulier de l'accord de coopération du 12 décembre 2005, des modifications techniques sont nécessaires afin de l'adapter à la pratique existante des différentes entités parties à l'accord de coopération.

Ces adaptations techniques visent principalement l'information préalable des parents d'origine, l'objet de l'enquête sociale, l'attestation médicale, ainsi que la composition et l'organisation de la Commission de concertation et de suivi.

Par ailleurs, la méthode de financement par l'Etat fédéral des enquêtes sociales doit également être modifiée à la suite des changements législatifs, et adaptée aux pratiques des autorités centrales communautaires.

Le Conseil d'Etat recommande dans son avis de compléter l'accord de coopération afin d'aborder les questions mises en évidence par l'avis n°64.505/2/VR, à propos de la nécessité de conclure un accord de coopération en matière d'accès aux dossiers et de recherches des origines. Cette recommandation n'a pas été suivie. En effet, l'accord de coopération devrait en principe entrer en vigueur au plus tard le 1^{er} janvier 2020 ; or cette question nécessite des négociations entre les parties à l'accord de coopération et devrait être soumise à l'autorité de protection des données ; elle ne pourrait donc être résolue à temps. Par ailleurs, les avis rendus précédemment par le Conseil d'Etat sur cette question, dans le cadre de l'examen d'autres projets de textes légaux, décrets et réglementaires, n'ont pas toujours été unanimes. Certains d'entre eux estimant que

pas systématisée pour les adoptions intrafamiliales. L'article 2 de l'accord est donc modifié pour permettre aux parents d'origine de recevoir également cette information, dans le cadre des adoptions intrafamiliales.

Il est donc prévu que les Communautés informeront préalablement les parents d'origine lorsque l'adoption est encadrée par un organisme d'adoption agréé par la Communauté concernée. Cette hypothèse vise une adoption interne extrafamiliale.

Lorsque l'adoptant est apparenté à l'enfant qu'il souhaite adopter, qu'il a partagé la vie quotidienne de l'enfant avant le projet d'adoption ou qu'un lien social et affectif durable est établi entre l'adoptant et l'adopté préalablement au projet d'adoption, il est prévu que les Communautés assureront également l'information préalable des parents d'origine de l'enfant, lorsqu'une enquête sociale est ordonnée par le tribunal de la famille, conformément à l'article 346-1/2 du Code civil.

Lorsque l'enquête sociale n'est pas ordonnée, les Communautés n'ont pas l'obligation d'assurer l'information préalable des parents d'origine, mais peuvent l'assurer lorsqu'elles l'estiment nécessaire.

Cette distinction est faite de manière à ce que les Communautés informent les parents d'origine de l'enfant lorsqu'elles interviennent au stade de l'encadrement de l'adoption et/ou au stade de l'enquête sociale visée à l'article 346-1/2 du Code civil.

L'information des parents d'origine est également faite par le juge lorsque ceux-ci consentent à l'adoption.

Afin de suivre l'avis du Conseil d'Etat, la traduction allemande a été revue.

ARTICLE 3

Les modifications apportées à l'article 3 de l'accord de coopération sont des modifications techniques liées à la loi du 6 juillet 2017 et au fait que le jugement d'aptitude est désormais nécessaire tant pour l'adoption internationale que pour l'adoption interne. L'article 346-1/1, alinéa 2 du Code civil prévoit des exceptions. L'adoptant qui désire adopter un enfant apparenté jusqu'au troisième degré à lui-même ou à son conjoint, à son cohabitant ou à son ancien partenaire, même décédé, ou l'enfant dont il a partagé la vie quotidienne préalablement au projet d'adoption, ou l'enfant avec lequel il a établi un lien social et affectif durable, préalablement au projet d'adoption, ne doit pas obtenir de jugement d'aptitude.

Comme le prévoit l'article 346-1/2 du Code civil, l'aptitude est appréciée par le tribunal de la famille sur la base d'une enquête sociale qu'il ordonne. La base légale selon laquelle le tribunal de la famille ordonne cette enquête sociale a changé. Les articles 1231-1/4, 1231-6, alinéa 1^{er}, 1231-10, alinéa 1^{er}, 3^o, 1231-35 et 1231-55 du Code judiciaire doivent dès lors être visés.

Par ailleurs, l'accord de coopération du 12 décembre 2005 avait oublié de préciser quel était le service mandaté pour réaliser les enquêtes sociales visées à l'article 348-11, alinéa 2 du Code civil (enquêtes sociales approfondies pour évaluer le caractère abusif ou non du refus de consentement à l'adoption); pour permettre aux tribunaux d'ordonner ces enquêtes sociales, le Ministre de la Justice a précisé par circulaire, en 2010, que ces enquêtes relevaient de la compétence des maisons de justice. Depuis, la compétence sur les maisons de justice a été communautarisée. L'accord de coopération du 17 décembre 2013 relatif à l'exercice des missions civiles des maisons de justice ne fait pas référence à cet article 348-11 du code civil ; par ailleurs, en Communauté flamande, l'intention est de confier ce type d'enquête sociale à un service spécifique réalisant toutes les enquêtes sociales en matière d'adoption.

Comme le suggère le Conseil d'Etat, il convient de préciser que le service désigné par la Communauté compétente pour réaliser l'enquête sociale peut, le cas échéant, être une maison de justice.

Afin que les Communautés puissent décider, dans leurs réglementations propres, à quel service ces enquêtes sociales peuvent être confiées, il est nécessaire que l'accord de coopération vise ces enquêtes pour habiliter les Communautés.

Pour finir, il convient de préciser que l'étude approfondie visée à l'article 1231-10, 1er alinéa, 3° du Code judiciaire peut facilement être effectuée dans le cadre de l'enquête sociale relative à l'adoptabilité de l'enfant ; le tribunal devrait dès lors préciser, dans son ordonnance d'enquête sociale relative à l'intérêt de l'enfant à être adopté, s'il convient également d'effectuer l'étude permettant de vérifier si l'enfant est en état d'exprimer son opinion sur le projet d'adoption.

ARTICLE 4

L'article 4, qui vise l'objet de l'enquête sociale, est adapté de manière à être conforme à l'évolution de la conception de l'adoption et à la pratique actuelle.

Les questions liées aux conceptions philosophiques ont été supprimées dans le Code civil, il n'y a donc pas lieu de les conserver dans l'accord de coopération.

Les caractéristiques précises de l'enfant pouvant être confié aux candidats adoptants, pourraient être des informations de nature à restreindre les chances des candidats adoptants à adopter un enfant. Il est dans l'intérêt des candidats adoptants de rester ouvert quant au profil de l'enfant qui pourrait leur être proposé en adoption.

ARTICLE 5

Les deux premières modifications apportées à l'article 5 sont des modifications techniques.

L'attestation médicale est visée par la troisième modification apportée à l'article 5. L'état de santé des candidats adoptants est une information importante dont doit pouvoir disposer le juge lorsque l'aptitude à adopter des candidats adoptants est évaluée. Il est nécessaire que le médecin puisse se rendre compte de l'impact et de l'importance de l'attestation qu'il lui est demandé de remplir. Il est primordial que son attention soit attirée sur les éléments importants concernant l'état de santé des candidats adoptants.

ARTICLE 6

Cet article règle la méthode de financement des enquêtes sociales par l'Etat fédéral. La méthode de financement existante n'a pas changé depuis 2005 et nécessite d'être revue et adaptée aux nouvelles formes d'enquêtes sociales et aux changements qui ont eu lieu dans cette matière depuis l'entrée en vigueur de l'accord de coopération du 12 décembre 2005.

Suite à la remarque du Conseil d'Etat, l'article 6 est adapté de manière à énoncer les principes qui guideront les parties à l'accord de coopération d'exécution dans la renégociation du montant forfaitaire versé afin de couvrir une partie des coûts de l'enquête sociale.

Lors de la renégociation de la somme forfaitaire, la charge de travail estimée, le coût salarial réel et le nombre réel d'enquêtes sociales réalisées au cours d'une certaine période sont cartographiés afin de déterminer si le montant est encore suffisamment ajusté pour pouvoir effectuer les enquêtes de manière qualitative.

Il s'agit d'un financement partiel, dans la mesure où la réalisation des enquêtes sociales est une compétence partagée de l'Etat fédéral et des Communautés.

De plus, l'article 6 est adapté suite à la remarque du Conseil d'Etat à propos de la mention de l'identité des personnes dans la déclaration de créance transmise par les Communautés à l'Etat fédéral. L'identité des personnes n'est plus transmise à l'Etat fédéral. Il convient de préciser que la transmission à l'Etat fédéral des informations relatives à la juridiction ayant ordonné l'enquête sociale et le numéro de rôle de l'affaire, lui permet de faire le lien entre les enquêtes sociales réalisées, les types d'enquêtes sociales réalisées et les informations qui lui sont transmises en application des articles 1231-18/1 et 1231-4, § 1^{er} du Code judiciaire. Un contrôle comptable sur les montants versés aux Communautés en application de l'article 6 de l'accord de coopération peut donc avoir lieu.

ARTICLE 7

Cette disposition introduit un nouveau chapitre II bis, qui porte sur les rapports visés à l'article 361-2/1 du Code civil et à l'article 1231-38 du Code judiciaire.

ARTICLE 8

L'article 8 introduit un nouvel article 6/1 à l'accord de coopération. Cet article prévoit que le rapport visé à l'article 361-2/1 du Code civil est établi selon un modèle fixé par les Communautés et est rédigé ou approuvé par l'autorité centrale communautaire compétente. Les Communautés ont la possibilité de déléguer la rédaction de ce rapport aux organismes agréés d'adoption. Une supervision de la rédaction du rapport est assurée par l'autorité centrale communautaire compétente, qui devra l'approuver avant envoi à l'autorité étrangère.

Le rapport visé à l'article 361-2/1 du Code civil concerne l'adoption d'un enfant résidant habituellement dans un Etat étranger. Ce rapport, exigé par l'article 15 de la Convention de La Haye, comprend des informations sur les candidats adoptants à destination des autorités de l'état d'origine de l'enfant. Auparavant, le Ministère public était chargé de la rédaction de ce rapport.

Comme le prévoit l'article 1231-1/5 du Code judiciaire, le rapport est complété par l'enquête de moralité effectuée par le Ministère public.

Conformément à la suggestion du Conseil d'Etat, l'article a été modifié pour préciser expressément qui est chargé de la rédaction du rapport. Par ailleurs, le renvoi erroné à l'article 1231-1/5 « du Code civil » a été corrigé.

ARTICLE 9

L'article 9 introduit un nouvel article 6/2 dans l'accord de coopération selon lequel le rapport visé à l'article 1231-38 est rédigé selon un modèle fixé par la Communauté compétente et est approuvé par l'autorité centrale communautaire compétente. Tout comme à l'article 8, les Communautés ont la possibilité de confier la rédaction de ce rapport aux organismes agréés d'adoption.

L'article 1231-38 du Code judiciaire tel que modifié par la loi du 18 juin 2018 portant dispositions diverses en matière de droit civil et portant modification du Code judiciaire en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges, vise l'adoption d'un enfant résidant habituellement en Belgique dans un Etat étranger.

ARTICLE 10

L'intitulé du chapitre III de l'accord de coopération est modifié. En effet, la conservation des documents, rapports et décisions n'est plus visée par le chapitre III.

ARTICLE 11

La section 1^{ère} du chapitre III qui contient l'article 7 de l'accord de coopération, est abrogée. La communication par les autorités centrales communautaires à l'autorité centrale fédérale des données relatives au lieu de dépôt des dossiers d'adoption entraîne une lourdeur administrative inutile. La question de la conservation des dossiers d'adoption est maintenant réglée par l'article 368-6 du Code civil, son arrêté royal d'exécution du 23 avril 2017 et par décret.

ARTICLE 12

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

ARTICLE 13

L'article 8 de l'accord de coopération est modifié de manière à ce que les dispositions visées soient conformes à la loi du 6 juillet 2017 et à la loi du 18 juin 2018.

L'article 1231-1/5 du Code judiciaire prévoit que le Ministère public procède à une enquête de moralité. Celle-ci consiste en la vérification et la consultation du casier judiciaire des candidats adoptants.

ARTICLE 14

Cette disposition n'appelle pas de commentaire particulier.

ARTICLE 15

La première modification est purement technique.

La seconde modification a pour objectif d'alléger la procédure en cas d'adoption d'un enfant résidant habituellement en région bruxelloise. En effet, lorsque l'autorité centrale fédérale reçoit de l'autorité étrangère le rapport visé à l'article 362-1, deux hypothèses peuvent se présenter. Soit il s'agit d'un projet d'adoption extrafamiliale encadré par un organisme d'adoption et dans ce cas c'est l'autorité centrale communautaire qui a agréé l'organisme en question qui transmet les informations à l'ACF (en pratique : ACC francophone ou néerlandophone, la COCOM n'ayant pas d'organisme d'adoption agréé). Soit il s'agit d'une adoption intrafamiliale non encadrée et dans ce cas la COCOM ne dispose pas d'autres informations que celles dont dispose déjà l'ACF. Prévoir une transmission d'information de la COCOM vers l'ACF apparaît donc inutile. Il est renvoyé pour le surplus au commentaire de l'article 3.

ARTICLE 16

L'article 11 est rendu conforme à la loi du 18 juin 2018 portant dispositions diverses en matière de droit civil et portant modification du Code judiciaire en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges.

L'article 16 est adapté aux remarques du Conseil d'Etat.

ARTICLE 17

L'article 12 de l'accord de coopération détermine l'organisation et la composition de la Commission de concertation et de suivi.

La composition de la Commission de concertation et de suivi est rendue conforme à sa composition actuelle et est adaptée de manière à répondre aux besoins de son bon fonctionnement.

Il est par ailleurs désormais prévu que la Commission de concertation et de suivi a la possibilité d'établir un règlement d'ordre intérieur.

ARTICLE 18

Cet article remplace les annexes à l'accord de coopération, pour les rendre conformes aux récentes modifications législatives.

En réponse à l'avis du Conseil d'Etat, la version en langue allemande des annexes est ajoutée à l'accord de coopération.

ARTICLE 19

Cet article précise les modalités d'entrée en vigueur de cet accord de coopération.

AVANT-PROJET DE DECRET

Le Gouvernement de la Communauté française,

Sur proposition du Ministre-Président et de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

Après délibération,

ARRETE :

Le Ministre-Président et la Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles sont chargés de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 18 février 2020 modifiant l'accord de coopération du 12 décembre 2005 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune relatif à la mise en œuvre de la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption.

Bruxelles, le _____

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président

Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles



Valérie GLATIGNY

KÖNIGREICH BELGIEN

KONINKRIJK BELGIË

ROYAUME DE
BELGIQUE

18 FEB. 2020

Zusammenarbeitsabkom-
men vom ... zur
Abänderung des
Zusammenarbeitsabkom-
mens vom 12. Dezember
2005 zwischen dem
Föderalstaat, der
Flämischen
Gemeinschaft, der
Französischen
Gemeinschaft, der
Deutschsprachigen
Gemeinschaft und der
Gemeinsamen
Gemeinschaftskommissi-
on bezüglich der
Umsetzung des Gesetzes
vom 24. April 2003 zur
Reform der Adoption

Aufgrund der Artikel 128 § 1
und 130 § 1 der
Verfassung;

Aufgrund des
Sondergesetzes vom 8.
August 1980 zur Reform
der Institutionen,
insbesondere der Artikel 5,
§ 1, II, 1° und 6°, und 92bis,
§ 1, abgeändert durch die
Sondergesetze vom 8.
August 1988, 16. Juli 1993
und 13. Juli 2001;

Aufgrund des Gesetzes
vom 31. Dezember 1983
über institutionelle
Reformen für die
Deutschsprachige
Gemeinschaft,

18 FEB. 2020

Samenwerkingsakkoord
van ... tot wijziging van
het
samenwerkingsakkoord
van 12 december 2005
tussen de Federale Staat,
de Vlaamse
Gemeenschap, de Franse
Gemeenschap, de
Duitstalige Gemeenschap
en de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissi-
e inzake de
tenuitvoerlegging van de
wet van 24 april 2003 tot
hervorming van de
adoptie

Gelet op de artikelen 128,
§ 1, en 130, § 1, van de
Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet
van 8 augustus 1980 tot
hervorming der instellingen,
inzonderheid op de
artikelen 5, § 1, II, 1° en 6°,
en 92bis, § 1, gewijzigd bij
de bijzondere wetten van 8
augustus 1988, 16 juli 1993
en 13 juli 2001;

Gelet op de wet van 31
december 1983 tot
hervorming der instellingen
voor de Duitstalige
Gemeenschap,
inzonderheid op de

18 FEB. 2020

Accord de coopération
du ... modifiant l'accord
de coopération du 12
décembre 2005 entre
l'Etat fédéral, la
Communauté flamande,
la Communauté
française, la
Communauté
germanophone et la
Commission
communautaire
commune relatif à la mise
en œuvre de la loi du 24
avril 2003 réformant
l'adoption

Vu les articles 128, § 1er, et
130, § 1er, de la
Constitution ;

Vu la loi spéciale du 8 août
1980 de réformes
institutionnelles,
notamment les articles 5, §
1er, II, 1° et 6°, et 92bis, §
1er, modifiés par les lois
spéciales des 8 août 1988,
16 juillet 1993 et 13 juillet
2001;

Vu la loi du 31 décembre
1983 de réformes
institutionnelles pour la
Communauté
germanophone, notamment
les articles 4, § 2, et 55bis,

insbesondere der Artikel 4, § 2, und 55bis, abgeändert durch die Gesetze vom 18. Juli 1990, 5. Mai 1993 und 6. Januar 2014;	artikelen 4, § 2, en 55bis, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1990, 5 mei 1993 en 6 januari 2014;	modifiés par les lois des 18 juillet 1990, 5 mai 1993 et 6 janvier 2014;
---	---	--

Aufgrund des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen, insbesondere des Artikels 63, abgeändert durch die Sondergesetze vom 5. Mai 1993 und 6. Januar 2014;	Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, inzonderheid op artikel 63, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 5 mei 1993 en 6 januari 2014;	Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 63, modifié par les lois spéciales des 5 mai 1993 et 6 janvier 2014;
--	---	--

Aufgrund des Gesetzes vom 6. Juli 2017 zur Vereinfachung, Harmonisierung, Digitalisierung und Modernisierung von Bestimmungen im Bereich Zivilrecht und im Zivilprozessrecht und im Notariatswesen und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Bereich Justiz, insbesondere Artikel 2 bis 46;	Gelet op de wet van 6 juli 2017 houdende vereenvoudiging, harmonisering, informatisering en modernisering van bepalingen van burgerlijk recht en van burgerlijk procesrecht alsook van het notariaat, en houdende diverse bepalingen inzake justitie, inzonderheid op de artikelen 2 tot 46;	Vu la loi du 6 juillet 2017 portant simplification, harmonisation, informatisation et modernisation de dispositions de droit civil et de procédure civile ainsi que du notariat, et portant diverses mesures en matière de justice, notamment les articles 2 à 46 ;
--	--	---

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juni 2018 mit verschiedenen Bestimmungen in Sachen Zivilrecht und zur Änderung des Gerichtsgesetzbuches zur Förderung alternative Formen der Streitfalllösung, insbesondere Artikel 157 bis 161;	Gelet op de wet van 18 juni 2018 houdende diverse bepalingen inzake burgerlijk recht en houdende wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op de bevordering van alternatieve vormen van geschillenoplossing, inzonderheid op de artikelen 157 tot 161.	Vu la loi du 18 juin 2018 portant dispositions diverses en matière de droit civil et portant modification du Code judiciaire en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges, notamment les articles 157 à 161 ;
--	--	---

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 12. Dezember 2005 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der	Gelet op het samenwerkingsakkoord van 12 december 2005 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de	Vu l'accord de coopération du 12 décembre 2005 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission
---	--	---

Deutschsprachigen
Gemeinschaft und der
Gemeinsamen
Gemeinschaftskommission
bezüglich der Umsetzung
des Gesetzes vom 24. April
2003 zur Reform der
Adoption;

Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie
inzake de tenuitvoerlegging
van de wet van 24 april
2003 tot hervorming van de
adoptie;

communautaire commune
relatif à la mise en œuvre
de la loi du 24 avril 2003
réformant l'adoption ;

In Erwägung, dass eine
Änderung des
Zusammenarbeitsabkomm
ens aufgrund von
Änderungen im föderalen
Recht unentbehrlich ist;

Overwegende dat een
wijziging van het
samenwerkingsakkoord
noodzakelijk is wegens
wijzigingen die werden
aangebracht in de federale
wet;

Considérant qu'une
modification de l'accord de
coopération est nécessaire
en raison de modifications
qui ont été faites dans la loi
fédérale;

Zwischen:

Tussen:

Entre :

1. dem Föderalstaat,
vertreten durch den
Justizminister;

1. de Federale Staat,
vertegenwoordigd door de
Minister van Justitie;

1. l'Etat fédéral, représenté
par le Ministre de la Justice
;

2. der Flämischen
Gemeinschaft, vertreten
durch ihre Regierung, in der
Person des
Ministerpräsidenten und in
der Person des Ministers für
Gemeinwohl, der
Volksgesundheit und
Familie;

2. de Vlaamse
Gemeenschap,
vertegenwoordigd door
haar Regering, in de
persoon van de Minister-
President en van de
Minister van Welzijn,
Volksgezondheid en Gezin;

2. la Communauté
flamande, représentée par
son Gouvernement, en la
personne du Ministre-
Président et de la Ministre
du Bien-être, de la Santé
publique et de la Famille;

3. der Französischen
Gemeinschaft, vertreten
durch ihre Regierung, in der
Person des
Ministerpräsidenten und
des Ministers für Jugend,
Jugendhilfe, Justiz, Sport
und Förderung von Brüssel;

3. de Franse
Gemeenschap,
vertegenwoordigd door
haar Regering, in de
persoon van de Minister-
President en van de
Minister van Jeugd,
Hulpverlening aan de
Jeugd, Justitiehuizen, Sport
en Promotie van Brussel;

3. la Communauté
française, représentée par
son Gouvernement, en la
personne du Ministre-
Président et du Ministre de
la Jeunesse, de l'Aide à la
Jeunesse, des Maisons de
justice, des Sports et de la
Promotion de Bruxelles ;

4. der Deutschsprachigen
Gemeinschaft, vertreten
durch ihre Regierung, in der
Person des
Ministerpräsidenten und in
der Person des Ministers für

4. de Duitstalige
Gemeenschap,
vertegenwoordigd door
haar Regering, in de
persoon van de Minister-
President en van de

4. la Communauté
germanophone,
représentée par son
Gouvernement, en la
personne du Ministre-
Président et du Ministre de

Familie, Gesundheit und Soziales;	Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden;	la Famille, de la Santé et des Affaires sociales;
-----------------------------------	--	---

5. der gemeinsamen Gemeinschaftskommission, vertreten durch das vereinte Kollegium der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission in der Person seines Präsidenten und der Mitglieder des Kollegiums, zuständig für die Politik der Unterstützung von Personen;	5. de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, in de persoon van haar voorzitter en van de leden van het College die bevoegd zijn voor het beleid inzake bijstand aan personen;	5. la Commission communautaire commune, représentée par le Collège réuni de la Commission communautaire commune en la personne de son Président et des membres du Collège ayant la politique d'aide aux personnes dans leurs attributions;
--	--	--

Je nach ihren jeweiligen Befugnissen wurde das Folgende vereinbart:	Is op grond van hun respectieve bevoegdheden overeengekomen wat volgt:	En fonction de leurs compétences respectives, il a été convenu ce qui suit :
---	--	--

Kapitel 1. - Abänderungen des Zusammenarbeitsabkommens vom 12. Dezember 2005 bezüglich der Umsetzung des Gesetzes vom 24. April 2003 zur Reform der Adoption	Hoofdstuk 1. - Wijzigingen van het samenwerkingsakkoord van 12 december 2005 inzake de tenuitvoerlegging van de wet van 24 april 2003 tot hervorming van de adoptie	Chapitre 1^{er}. - Modifications de l'accord de coopération du 12 décembre 2005 relatif à la mise en œuvre de la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption
---	--	---

Artikel 1

Artikel 1

Article 1^{er}

In Artikel 1 Absatz 1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 12. Dezember 2005 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission bezüglich der Umsetzung des Gesetzes vom 24. April 2003 zur Reform der Adoption wird die Wortfolge

In artikel 1, eerste lid, van het samenwerkingsakkoord van 12 december 2005 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie inzake de tenuitvoerlegging van de wet van 24 april 2003 tot hervorming van de adoptie worden de woorden "1231-28" vervangen door

Dans l'article 1^{er}, alinéa 1^{er} de l'accord de coopération du 12 décembre 2005 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune relatif à la mise en œuvre de la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption, les mots « 1231-28 » sont remplacés par les mots « 1231-1/2, alinéa 2 ».

„Artikel 1231-28“ durch die de woorden „1231-1/2, Wortfolge „Artikel 1231-1/2 tweede lid,“ Absatz 2“ ersetzt.

Artikel 2

Artikel 2 desselben Zusammenarbeitsabkommens wird wie folgt ersetzt:

„Art. 2. - Wurde die Adoptionsvermittlung des Kindes von einem von den Gemeinschaften anerkannten Adoptionsvermittlungsdienst begleitet, so gewährleisten die Gemeinschaften eine vorherige und angemessene Information der leiblichen Eltern des Kindes, gemäß Artikel 348-4 Absätze 2 und 3 des Zivilgesetzbuches.

Im Falle einer Adoption gemäß Artikel 346-1/1 Absatz 2 des Zivilgesetzbuches und wenn die Sozialuntersuchung vom Familiengericht, gemäß Artikel 346-1/2 des Zivilgesetzbuches angeordnet wird, gewährleisten die Gemeinschaften die in Absatz 1 genannten Informationen.

Für die Anwendung des Artikels 363-1 des Zivilgesetzbuches ist die zuständige gemeinschaftliche Zentralbehörde dazu ermächtigt, zu erlauben, dass der Adoptierende und die Verwandten des Kindes

Artikel 2

Artikel 2 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt vervangen als volgt:

„Art. 2. - Wanneer de matching van het kind werd begeleid door een door de Gemeenschappen erkende adoptiedienst, wordt de voorafgaande en gepaste informatie aan de oorspronkelijke ouders van het kind, bedoeld in artikel 348-4, tweede en derde lid, van het Burgerlijk Wetboek, verstrekt door de Gemeenschappen.

Wanneer het om een adoptie gaat bedoeld in artikel 346-1/1, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek, en het maatschappelijk onderzoek wordt bevolen door de familierechtbank overeenkomstig artikel 346-1/2 van het Burgerlijk Wetboek, verstrekken de Gemeenschappen de informatie bedoeld in het eerste lid.

Voor de toepassing van artikel 363-1 van het Burgerlijk Wetboek is de bevoegde centrale autoriteit van de gemeenschappen gemachtigd toe te staan dat de adoptant en de bloedverwanten van het kind of enig ander persoon

Article 2

L'article 2 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. - Lorsque l'apparement de l'enfant a été encadré par un organisme d'adoption agréé par les Communautés, l'information préalable et adéquate des parents d'origine de l'enfant, visée à l'article 348-4, alinéas 2 et 3, du Code civil, est assurée par les Communautés.

Lorsqu'il s'agit d'une adoption visée à l'article 346-1/1, alinéa 2 du Code civil, et que l'enquête sociale est ordonnée par le tribunal de la famille en application de l'article 346-1/2 du Code civil, les Communautés assurent l'information visée à l'alinéa 1er.

Pour l'application de l'article 363-1 du Code civil, l'autorité centrale communautaire compétente est habilitée à autoriser que l'adoptant et les parents de l'enfant ou toute autre personne qui en a la garde ou dont le

oder jegliche andere Person, die das Sorgerecht über das Kind ausübt oder deren Zustimmung zur Adoption erforderlich ist, wenn es keine Mitglieder derselben Familie betrifft, miteinander in Kontakt treten, bevor den Bestimmungen der Artikel 361-1 und 361-3 Nr. 1 bis 5 oder der Artikel 362-2 bis 362-4 des Zivilgesetzbuches Genüge getan ist, und sofern die von der zuständigen Behörde des Herkunftsstaates des Kindes festgelegten Bedingungen erfüllt sind."

die het onder zijn bewaring heeft of van wie de toestemming in de adoptie vereist is, wanneer het geen leden van eenzelfde familie betreft, met elkaar in contact treden alvorens de bepalingen van de artikelen 361-1 en 361-3, 1° tot 5° of van de artikelen 362-2 tot 362-4 BW in acht zijn genomen, en voor zover is voldaan aan de door de bevoegde autoriteit van de staat van herkomst van het kind gestelde voorwaarden."

consentement à l'adoption est requis entrent en contact, lorsqu'il ne s'agit pas de membres d'une même famille, avant que les dispositions des articles 361-1 et 361-3, 1° à 5°, ou des articles 362-2 à 362-4 soient respectées et pour autant que les conditions fixées par l'autorité compétente de l'État d'origine de l'enfant soient remplies."

Artikel 3

Artikel 3

Article 3

Artikel 3 desselben Zusammenarbeitsabkommens wird wie folgt ersetzt:

Artikel 3 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt vervangen als volgt:

L'article 3 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

"Art. 3. § 1. Die Gemeinschaften stellen den Familiengerichten eine oder mehrere Dienste zur Verfügung, die mit der Durchführung der gemäß den Artikeln 348-11, Absatz 2 des Zivilgesetzbuches und den Artikeln 1231-1/4, 1231-6, Absatz 1, 1231-10, Absatz 1, Nr. 3 und 1231-35, Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches vom Familiengericht angeordneten Sozialuntersuchungen und der gemäß Artikel 1231-55 des Gerichtsgesetzbuches von der Familienkammer des Appellationshofes

"Art. 3. § 1. De Gemeenschappen stellen aan de familierechtbanken een of meerdere diensten ter beschikking, die belast worden met de realisering van de maatschappelijke onderzoeken die bevolen zijn door de familierechtbank overeenkomst artikel 348-11, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek en de artikelen 1231-1/4, 1231-6, eerste lid, 1231-10, eerste lid, 3° en 1231-35, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, en het maatschappelijk onderzoek dat bevolen is door de

« Art. 3. § 1er. Les Communautés mettent à disposition des tribunaux de la famille un ou plusieurs services chargés de réaliser les enquêtes sociales ordonnées par le tribunal de la famille conformément à l'article 348-11, alinéa 2, du Code civil et aux articles 1231-1/4, 1231-6, alinéa 1er, 1231-10, alinéa 1er, 3° et 1231-35, alinéa 1er, du Code judiciaire, et celle ordonnée par la chambre de la famille de la Cour d'appel conformément à l'article 1231-55 du Code judiciaire.

angeordneten
Sozialuntersuchung
beauftragt werden.

familiekamer van het hof
van beroep overeenkomstig
artikel 1231-55 van het
Gerechtelijk Wetboek.

Die in Absatz 1 erwähnten
Sozialuntersuchungen
werden von dem Dienst
durchgeführt, den:

De maatschappelijke
onderzoeken bedoeld in het
eerste lid, worden gevoerd
door de dienst
aangewezen:

Les enquêtes sociales
visées à l'alinéa 1^{er} sont
menées par le service
désigné :

1° durch die Flämische
Gemeinschaft bezeichnet
wurde, wenn das
Verfahren:

1° door de Vlaamse
Gemeenschap, wanneer de
procedure werd ingeleid:

1° par la Communauté
flamande, lorsque la
procédure a été engagée :

a) vor einem
Familiengericht des
niederländischen
Sprachgebiets;

a) voor een
familie rechtbank van het
Nederlandse taalgebied;

a) devant un tribunal de la
famille de la région de
langue néerlandaise ;

b) vor dem
niederländischsprachigen
Familiengericht Brüssel;

b) voor de Nederlandstalige
familie rechtbank te Brussel;

b) devant le tribunal de la
famille néerlandophone de
Bruxelles ;

c) vor der
niederländischsprachigen
Familienkammer des
Appellationshofes Brüssel
eingeleitet wurde;

c) voor de Nederlandstalige
familie rechtbank van het
hof van beroep te Brussel;

c) devant la chambre de la
famille néerlandophone de
la Cour d'appel de
Bruxelles ;

2° durch die Französische
Gemeinschaft bezeichnet
wurde, wenn das
Verfahren:

2° door de Franse
Gemeenschap, wanneer de
procedure werd ingeleid:

2° par la Communauté
française, lorsque la
procédure a été engagée :

a) vor einem
Familiengericht des
französischsprachigen
Sprachgebiets;

a) voor een
familie rechtbank van het
Franse taalgebied;

a) devant un tribunal de la
famille de la région de
langue française ;

b) vor dem
französischsprachigen
Familiengericht Brüssel;

b) voor de Franstalige
familie rechtbank te Brussel;

b) devant le tribunal de la
famille francophone de
Bruxelles ;

c) vor der
französischsprachigen
Familienkammer des
Appellationshofes Brüssel
eingeleitet wurde;

c) voor de Franstalige
familie rechtbank van het
hof van beroep te Brussel;

c) la chambre de la famille
francophone de la Cour
d'appel de Bruxelles.

3° durch die
deutschsprachige
Gemeinschaft bezeichnet
wurde, wenn das Verfahren
vor dem Familiengericht
Eupen eingeleitet wurde.

3° door de Duitstalige
Gemeenschap, wanneer de
procedure werd ingeleid
voor de familie rechtbank te
Eupen.

3° par la Communauté
germanophone, lorsque la
procédure a été engagée
devant le tribunal de la
famille d'Eupen.

§ 2. In den in Artikel 362-2 des Zivilgesetzbuches genannten Fällen, wenn das betreffende Kind seinen Aufenthalt in dem zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt hat, muss das Verfahren eingeleitet werden:

1* vor dem niederländischsprachigen Familiengericht, wenn die Adoption durch einen von der Flämischen Gemeinschaft zugelassenen Adoptionsdienst begleitet wird;

2* vor dem französischsprachigen Familiengericht, wenn die Adoption durch einen von der Französischen Gemeinschaft zugelassenen Adoptionsdienst begleitet wird.

In den in Absatz 1 genannten Fällen wird das Verfahren, wenn die Adoption nicht durch einen zugelassenen Adoptionsdienst begleitet wird, entweder vor dem niederländischsprachigen Familiengericht Brüssel oder vor dem französischsprachigen Familiengericht Brüssel eingeleitet.

§ 2. In de gevallen bedoeld in artikel 362-2 van het Burgerlijk Wetboek, wanneer het betrokken kind zijn verblijfplaats in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad heeft, wordt de procedure verplicht ingeleid:

1* voor de Nederlandstalige familierechtbank, indien de adoptie wordt begeleid door een dienst die erkend is door de Vlaamse Gemeenschap;

2* voor de Franstalige familierechtbank, indien de adoptie wordt begeleid door een dienst die erkend is door de Franse Gemeenschap.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid, wanneer de adoptie niet begeleid wordt door een erkende dienst, wordt de procedure ingeleid ofwel voor de Nederlandstalige familierechtbank te Brussel, ofwel voor de Franstalige familierechtbank te Brussel.

§ 2. Dans les cas visés à l'article 362-2 du Code civil, lorsque l'enfant concerné a sa résidence dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, la procédure est obligatoirement introduite :

1* devant le tribunal de la famille néerlandophone, si l'adoption est encadrée par un organisme agréé par la Communauté flamande ;

2* devant le tribunal de la famille francophone, si l'adoption est encadrée par un organisme agréé par la Communauté française.

Dans les cas visés à l'alinéa 1er, lorsque l'adoption n'est pas encadrée par un organisme agréé, la procédure est introduite soit devant le tribunal de la famille néerlandophone de Bruxelles, soit devant le tribunal de la famille francophone de Bruxelles.

Artikel 4

In Artikel 4, Absatz 1 Buchstabe b) desselben Zusammenarbeitsabkommens werden folgende Änderungen vorgenommen:

1) die Wortfolge "die Ausarbeitung des Adoptionsprojektes oder die individuelle Sensibilisierung für die Adoption" werden durch die Wortfolge „das Adoptionsprojekt“ ersetzt;

2) die Wortfolge „und die Weltanschauung“ wird gestrichen;

3) die Worte „Alter, Geschlecht, Anzahl, Herkunft, körperliche und geistige Verfassung des Kindes“ werden gestrichen.

Artikel 4

In artikel 4, 1°, b), van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1) de woorden "de uitwerking van het adoptieproject of de individuele sensibilisering voor de adoptie" worden vervangen door de woorden "het adoptieproject";

2) de woorden "en de levensbeschouwelijke overtuiging" worden geschrapt;

3) de woorden "(leeftijd, geslacht, aantal, herkomst, lichamelijke en geestelijke toestand van het kind)" worden geschrapt.

Article 4

Dans l'article 4, 1°, b) du même accord de coopération, les modifications suivantes sont apportées :

1) les mots « l'élaboration du projet d'adoption ou la sensibilisation individuelle à l'adoption » sont remplacés par les mots « le projet d'adoption » ;

2) les mots « et les conceptions philosophiques » sont supprimés ;

3) les mots « (âge, sexe, nombre, origines, condition physique et mentale de l'enfant) » sont supprimés.

Artikel 5

In Artikel 5 desselben Zusammenarbeitsabkommens werden folgende Änderungen vorgenommen:

1) In Absatz 1 wird das Wort „beigefügten“ durch die Wortfolge „im Anhang 2 aufgeführten“ ersetzt;

2) In Absatz 1 wird die Wortfolge „ein Kind zu adoptieren“ durch die Wortfolge „das

Artikel 5

In artikel 5 van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1) in het eerste lid wordt het woord "bijlage" vervangen door de woorden "bijlage 2";

2) in het eerste lid worden de woorden "een kind te adopteren" vervangen door de woorden "het

Article 5

Dans l'article 5 du même accord de coopération, les modifications suivantes sont apportées :

1) dans l'alinéa 1^{er}, le mot « annexe » est remplacé par les mots « annexe 2 » ;

2) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « d'adopter un enfant » sont remplacés par les mots

Adoptionsprojekt fortzusetzen" ersetzt;	adoptieproject voort te zetten";	« de poursuivre le projet d'adoption » ;
--	-------------------------------------	---

3) Zwischen den Absätzen 1 und 2 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:	3) tussen het eerste en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidende:	3) Un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1 ^{er} et 2 :
---	---	--

„Diese Bescheinigung wird auf der Grundlage eines Dokuments erstellt, das die Reflexion des Arztes lenkt. Das Muster dieses Dokuments wird von den Gemeinschaften festgelegt.“	"Dit attest wordt opgesteld op grond van een document dat de mogelijkheid biedt de reflectie van voornoemde arts richting te geven. Het model van dit document wordt vastgesteld door de Gemeenschappen.“	« Cette attestation est rédigée sur la base d'un document permettant d'orienter la réflexion dudit médecin. Le modèle de ce document est fixé par les Communautés. ».
---	--	---

Artikel 6

Artikel 6

Article 6

Artikel 6 desselben
Zusammenarbeitsabkomm
ens wird wie folgt ersetzt:

Artikel 6 van hetzelfde
samenwerkingsakkoord
wordt vervangen als volgt:

L'article 6 du même accord
de coopération est
remplacé par ce qui suit :

„Art. 6. - Die Kosten der
Sozialuntersuchung
werden vom Föderalstaat
auf der Basis eines
Pauschalbetrags pro
Sozialuntersuchung
finanziert, dessen Höhe
sich nach Art der zu
finanzierenden
Sozialuntersuchung richtet:

"Art. 6. - De kosten van het
maatschappelijk onderzoek
worden ten laste genomen
door de Federale Staat op
basis van een forfait per
maatschappelijk onderzoek
waarvan het bedrag wordt
bepaald op grond van het
type van maatschappelijk
onderzoek dat ten laste
moet worden genomen:

« Art. 6. - Les coûts de
l'enquête sociale sont
financés par l'Etat fédéral
sur la base d'un forfait par
enquête sociale dont le
montant est fixé en fonction
du type d'enquête sociale à
financer :

- Sozialuntersuchung über
die Eignung der
Adoptierenden: 480 €;

- Maatschappelijk
onderzoek inzake
geschiktheid van de
adoptanten: 480 €;

- Enquête sociale d'aptitude
des adoptants : 480 € ;

- Sozialuntersuchung im
Rahmen einer
Eignungsverlängerung:
240 €;

- Maatschappelijk
onderzoek in het kader van
een verlenging van de
geschiktheid : 240 €;

- Enquête sociale dans le
cadre d'une prolongation de
l'aptitude : 240 € ;

- Sozialuntersuchung im
Rahmen intrafamiliärer
Inlandsadoptionen und
über die Adoptierbarkeit:
800 €;

- Maatschappelijk
onderzoek intrafamiliaal
binnenlands en inzake de
adopteerbaarheid : 800 €;

- Enquête sociale
intrafamiliale interne et sur
l'adoptabilité: 800€ ;

- Sozialuntersuchung über die Adoptierbarkeit des belgischen Kindes für eine internationale Adoption: 480 €.

- Maatschappelijk onderzoek van de adopteerbaarheid van een Belgisch kind vooreen interlandelijke adoptie : 480 €.

- Enquête sociale de l'adoptabilité de l'enfant belge pour une adoption internationale : 480 €.

- Sozialuntersuchung wegen missbräuchlicher Verweigerung der Zustimmung: 240 €

- Maatschappelijk onderzoek voor onverantwoorde weigering van toestemming : 240 €.

- Enquête sociale pour refus abusif de consentement : 240€

Die in Absatz 1 angegebenen Beträge sind an den Preisindex, der in Anwendung des Königlichen Erlasses zur Ausführung des Gesetzes vom 6. Januar 1989 zur Wahrung der Konkurrenzfähigkeit des Landes bestätigt vom Gesetz vom 30. März 1994 zur Festlegung sozialer Bestimmungen berechnet wird, gebunden und werden jährlich angepasst. Der Anfangsindex ist der von Januar 2020.

De in het eerste lid vermelde bedragen zijn gebonden aan de schommelingen van de prijsindex die wordt berekend met toepassing van het koninklijk besluit tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen bevestigd bij de wet van 30 maart 1994 en worden elk jaar aangepast. De vertrekindex is deze van de maand januari 2020.

Les montants indiqués à l'alinéa 1^{er} sont liés aux fluctuations de l'indice des prix calculé en application de l'arrêté royal pris en exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays' confirmé par la loi du 30 mars 1994 'portant dispositions sociales' et sont adaptés chaque année. L'indice de départ est celui du mois de janvier 2020.

Alle zwei Jahre prüfen die Gemeinschaften und der Föderalstaat auf Antrag einer von ihnen, ob eine Anpassung des in Absatz 1 vorgesehenen Pauschalbetrags erforderlich ist. Gegebenenfalls wird der angepasste Pauschalbetrag in einem ausführende Zusammenarbeitsabkomm en in Anwendung von Artikel 92bis § 1, Abs. 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen festgelegt. Diese Anpassung berücksichtigt eine

Om de twee jaar evalueren de Gemeenschappen en de federale Staat, op vraag van één van hen, de noodzaak om het toegekende forfait in het eerste lid aan te passen. In voorkomend geval wordt het aangepaste forfaitaire bedrag bepaald in een uitvoerend samenwerkingsakkoord in de zin van artikel 92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet tot hervorming van de instellingen van 8 augustus 1980. Deze aanpassing houdt rekening met een evolutie van de kosten die de evolutie van de in het

Tous les deux ans, les communautés et l'Etat fédéral évaluent, à la demande de l'un d'eux, la nécessité d'adapter le montant forfaitaire prévu à l'alinéa 1^{er}. Le cas échéant, le montant forfaitaire adapté est déterminé dans un accord de coopération d'exécution au sens de l'article 92bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980. Cette adaptation tient compte d'une évolution des coûts dépassant l'évolution de l'indice des prix visé à l'alinéa 2.

Entwicklung der Kosten, welche die Entwicklung des Preisindex gemäß Absatz 2 überschreitet.

tweede lid beoogde indexprijs overschrijdt.

Der Föderalstaat leistet eine Anzahlung, die sich aus den Kosten der im Vorjahr durchgeführten Sozialuntersuchungen ergibt. Diese Anzahlung beträgt 50 Prozent dieser Kosten. Im Jahr, das dem Abschluss der Sozialuntersuchungen folgt, wird der Restbetrag gegen eine vor dem 31. März eingereichte Forderungsanmeldung ausgezahlt. Diese Forderungsanmeldung muss eine Aufführung der fälligen Beträge nach Art der Sozialuntersuchung sowie das Gericht, das die Sozialuntersuchung angeordnet hat, und die Listennummer der Sache enthalten.“.

De federale Staat stort een voorschot berekend op basis van de kosten van de gerealiseerde maatschappelijke onderzoeken van het voorgaande jaar. Dat voorschot is 50 percent van deze kosten. In het jaar dat volgt op de gerealiseerde maatschappelijke onderzoeken, wordt het saldo gestort op voorlegging, voor 31 maart, van een schuldverklaring. In deze schuldverklaring worden de bedragen opgedeeld per type van maatschappelijke onderzoeken, evenals het rechtscollege dat het maatschappelijk onderzoek bevolen heeft en het rolnummer van de zaak.“.

L'Etat fédéral verse un acompte calculé sur la base du coût des enquêtes sociales réalisées l'année précédente. Cet acompte s'élève à 50 pourcent de ce coût. Dans l'année qui suit la réalisation des enquêtes sociales, le solde est versé sur présentation, avant le 31 mars, d'une déclaration de créance. Cette déclaration de créance comprend une ventilation des montants dus par type d'enquêtes sociales, ainsi que la juridiction ayant ordonné l'enquête sociale et le numéro de rôle de l'affaire. ».

Artikel 7

In demselben Zusammenarbeitsabkomm en wird folgendes Kapitel Iibis eingefügt:

„KAPITEL IIIBIS. - Bericht gemäß Artikel 361-2/1 des Zivilgesetzbuches und gemäß Artikel 1231-38 des Gerichtsgesetzbuches “

Artikel 7

In hetzelfde hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt een hoofdstuk Iibis ingevoegd, luidende:

“HOOFDSTUK IIBIS. - Verslag bedoeld in de artikel 361-2/1 van het Burgerlijk Wetboek artikel 1231-38 van het Gerechtelijk Wetboek”

Article 7

Dans le même accord de coopération, il est inséré un chapitre Iibis rédigé comme suit :

« CHAPITRE IIBIS. - Rapport visé à l'article 361-2/1 du Code civil et à l'article 1231-38 du Code judiciaire »

Artikel 8

In das durch Artikel 7 eingefügte Kapitel IIbis wird folgender Artikel 6/1 eingefügt:

„Art. 6/1. - Der in Artikel 361-2/1 des Zivilgesetzbuches erwähnte Bericht wird nach einem von der zuständigen Gemeinschaft festgelegten Muster:

1° entweder direkt von der zuständigen gemeinschaftlichen Zentralbehörde;

2° oder durch den von der zuständigen Gemeinschaft bezeichneten Dienst, mit Zustimmung der zuständigen gemeinschaftlichen Zentralbehörde, erstellt.

Die zuständige gemeinschaftliche Zentralbehörde übermittelt diesen Bericht zusammen mit der in Artikel 1231-1/5 des Gerichtsgesetzbuches erwähnten Stellungnahme der Staatsanwaltschaft an die föderale Zentralbehörde zum Zeitpunkt des Antrags auf Anerkennung.

Die zuständige gemeinschaftliche Zentralbehörde kann die Aktualisierung der in Artikel 1231-1/5 des Gerichtsgesetzbuches erwähnten Stellungnahme der Staatsanwaltschaft beantragen.

Artikel 8

In hoofdstuk IIbis, ingevoegd bij artikel 7, wordt een artikel 6/1 ingevoegd, luidende:

„Art. 6/1. - Het verslag bedoeld in artikel 361-2/1 van het Burgerlijk Wetboek wordt opgesteld volgens een model vastgelegd door de bevoegde Gemeenschap:

1° ofwel direct door de centrale autoriteit van de bevoegde Gemeenschap;

2° ofwel door de dienst aangewezen door de bevoegde Gemeenschap, mits de bevoegde centrale autoriteit van de Gemeenschap haar goedkeuring heeft gegeven.

De bevoegde centrale autoriteit van de Gemeenschap zendt dit verslag, evenals het advies van het openbaar ministerie bedoeld in artikel 1231-1/5, van het Gerechtelijk Wetboek, toe aan de federale centrale autoriteit op het ogenblik van het verzoek tot erkenning.

De bevoegde centrale autoriteit van de Gemeenschap kan een actualisering vragen van het advies van het openbaar ministerie bedoeld in artikel 1231-1/5 van het Gerechtelijk Wetboek.

Article 8

Dans le chapitre IIbis, inséré par l'article 7, il est inséré un article 6/1 rédigé comme suit :

« Art. 6/1. - Le rapport visé à l'article 361-2/1 du Code civil est rédigé selon un modèle fixé par la Communauté compétente :

1° soit directement par l'autorité centrale communautaire compétente ;

2° soit par le service désigné par la Communauté compétente, moyennant approbation par l'autorité centrale communautaire compétente.

L'autorité centrale communautairecompétente transmet ce rapport, ainsi que l'avis du Ministère public visé à l'article 1231-1/5 du Code judiciaire, à l'autorité centrale fédérale au moment de la demande de reconnaissance.

L'autorité centrale communautaire compétente peut demander l'actualisation de l'avis du Ministère public visé à l'article 1231-1/5 du Code judiciaire.

Für die Zwecke des vorliegenden Artikels ist die zuständige Gemeinschaft diejenige, die das Adoptionsverfahren entweder direkt oder durch einen zugelassenen Adoptionsdienst begleitet. „

Artikel 9

In demselben Kapitel IIbis wird folgender Artikel 6/2 eingefügt:

„Art. 6/2 - Der Bericht gemäß Artikel 1231-38 des Gerichtsgesetzbuches wird nach einem von der zuständigen Gemeinschaft festgelegten Muster erstellt:

„1° Entweder direkt von der zuständigen gemeinschaftlichen Zentralbehörde;

2° oder durch den von der zuständigen Gemeinschaft bezeichneten Dienst, mit Zustimmung der zuständigen gemeinschaftlichen Zentralbehörde.

Für die Zwecke des vorliegenden Artikels ist die zuständige Gemeinschaft diejenige, die das Adoptionsverfahren entweder direkt oder durch einen zugelassenen Adoptionsdienst begleitet. „

Artikel 10

Voor de toepassing van dit artikel is de bevoegde Gemeenschap degene die de adoptieprocedure begeleidt, ofwel direct, ofwel via een erkende dienst.”.

Artikel 9

In hetzelfde hoofdstuk IIbis wordt een artikel 6/2 ingevoegd, luidende:

“Art. 6/2.- Het verslag bedoeld in artikel 1231-38 van het Gerechtelijk Wetboek wordt opgesteld volgens een model vastgelegd door de bevoegde Gemeenschap:

“1° ofwel direct door de centrale autoriteit van de bevoegde Gemeenschap;

2° ofwel door de dienst aangewezen door de bevoegde Gemeenschap, mits de bevoegde centrale autoriteit van de Gemeenschap haar goedkeuring heeft gegeven.

Voor de toepassing van dit artikel is de bevoegde Gemeenschap degene die de adoptieprocedure begeleidt, ofwel direct, ofwel via een erkende dienst.”

Artikel 10

Pour l'application du présent article, la Communauté compétente est celle qui encadre la procédure d'adoption, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un organisme agréé. ».

Article 9

Dans le même chapitre IIbis, il est inséré un article 6/2 rédigé comme suit :

« Art. 6/2.- Le rapport visé à l'article 1231-38 du Code judiciaire est rédigé selon un modèle fixé par la Communauté compétente :

1° Soit directement par l'autorité centrale communautaire compétente ;

2° soit par le service désigné par la Communauté compétente, moyennant approbation par l'autorité centrale communautaire compétente.

Pour l'application du présent article, la Communauté compétente est celle qui encadre la procédure d'adoption, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un organisme agréé. »

Article 10

In demselben Zusammenarbeitsabkomm en wird der Titel von Kapitel 3 durch folgenden Wortfolge ersetzt:	In hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt het opschrift van hoofdstuk 3 vervangen als volgt:	Dans le même accord de coopération, l'intitulé du chapitre 3 est remplacé par ce qui suit :
---	--	--

„KAPITEL III. - Mitteilung und Übermittlung von Dokumenten, Berichten und Entscheidungen“	„HOOFDSTUK III. - Meedelen en overzenden van documenten, verslagen en beslissingen“.	« CHAPITRE III. - Communication et transmission de documents, rapports et décisions »
--	---	---

Artikel 11

Artikel 11

Article 11

Im gleichen Kapitel 3 wird Abschnitt 1, der Artikel 7 beinhaltet, aufgehoben.	In hetzelfde hoofdstuk 3 wordt afdeling 1, die artikel 7 omvat, opgeheven.	Dans le même chapitre 3, la section 1 ^{ère} , comportant l'article 7, est abrogée.
---	--	---

Artikel 12

Artikel 12

Article 12

Im gleichen Kapitel 3 wird der Titel von Abschnitt 2, der zu Abschnitt 1 wird, wie folgt ersetzt:	In hetzelfde hoofdstuk 3 wordt het opschrift van afdeling 2, die afdeling 1 wordt, vervangen als volgt:	Dans le même chapitre 3, l'intitulé de la section 2, qui devient la section 1 ^{ère} , est remplacé par ce qui suit :
--	--	--

„Abschnitt 1. – Internationale Adoption – Das Kind hat seinen gewöhnlichen Aufenthaltort in einem anderen Staat“	„Afdeling 1. – Interlandelijke adoptie - Het kind heeft zijn gewone verblijfplaats in een andere Staat“	« Section 1 ^{ère} . – Adoption internationale – L'enfant réside habituellement dans un autre Etat »
---	--	---

Artikel 13

Artikel 13

Article 13

Artikel 8 desselben Zusammenarbeitsabkomm ens wird wie folgt abgeändert:	In artikel 8 van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de volgende wijzigingen aangebracht:	Dans l'article 8 du même accord de coopération, les modifications suivantes sont apportées :
---	--	---

1) die Wortfolge „der von der Staatsanwaltschaft in Anwendung von Artikel 1231-32 des Gerichtsgesetzbuches verfasst wird, und“ wird durch die Wortfolge „gemäß Artikel 361-2/1 des Zivilgesetzbuches,“ ersetzt;	1) de woorden "dat het openbaar ministerie heeft opgemaakt overeenkomstig artikel 1231-32 van het Gerechtelijk Wetboek en" worden vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 361-2/1 van het Burgerlijk Wetboek,“;	1) les mots « , dressé par le ministère public en application de l'article 1231- 32 du Code judiciaire, et » sont remplacés par les mots « visé à l'article 361-2/1 du Code civil, » ;
---	---	--

- | | | |
|--|--|--|
| <p>2) die Wortfolge „und eine Abschrift der schriftlichen Stellungnahme der Staatsanwaltschaft, gemäß Artikel 1231-1/5 des Gerichtsgesetzbuches“ wird zwischen die Wortfolgen „Eignung des Adoptierenden“ und „wird sowohl“ eingefügt;</p> | <p>2) de woorden „en het afschrift van het schriftelijk advies van het openbaar ministerie bedoeld in artikel 1231-1/5 van het Gerechtelijk Wetboek“ worden ingevoegd tussen de woorden „de geschiktheid van de adoptant“ en „worden bewaard“;</p> | <p>2) les mots « et la copie de l'avis écrit du ministère public visé à l'article 1231-1/5 du Code judiciaire » sont insérés entre les mots « l'aptitude de l'adoptant » et « sont conservés » ;</p> |
| <p>3) die Wortfolge „1231-33 des Gerichtsgesetzbuches“ wird durch die Wortfolge „6/1 des vorliegenden Abkommens“ ersetzt;</p> | <p>3) de woorden „1231-33 van het Gerechtelijk Wetboek“ worden vervangen door de woorden „6/1 van dit akkoord“;</p> | <p>3) les mots « 1231-33 du Code judiciaire » sont remplacés par les mots « 6/1 du présent accord » ;</p> |
| <p>4) Absatz 2 wird aufgehoben.</p> | <p>4) het tweede lid wordt opgeheven.</p> | <p>4) l'alinéa 2 est abrogé.</p> |

Artikel 14

Artikel 14

Article 14

In demselben Kapitel 3 wird der Titel von Abschnitt 3, der zu Abschnitt 2 wird, wie folgt ersetzt:

In hetzelfde hoofdstuk 3 wordt het opschrift van afdeling 3, die afdeling 2 wordt, vervangen als volgt:

Dans le même chapitre 3, l'intitulé de la section 3, qui devient la section 2, est remplacé par ce qui suit :

„Abschnitt 2. – Internationale Adoption – Das Kind hat seinen gewöhnlichen Aufenthalt in Belgien“.

„Afdeling 2. - Interlandelijke adoptie - Het kind heeft zijn gewone verblijfplaats in België“.

« Section 2. - Adoption internationale - L'enfant réside habituellement en Belgique ».

Artikel 15

Artikel 15

Article 15

Artikel 10 desselben Zusammenarbeitsabkommens wird wie folgt abgeändert:

In artikel 10 van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de volgende wijzigingen aangebracht:

Dans l'article 10 du même accord de coopération, les modifications suivantes sont apportées :

1* die Wortfolge „des Gerichtsgesetzbuches“ wird nach der Wortfolge „im Artikel 1231-42“ eingefügt;

1* de woorden „van het Gerechtelijk Wetboek“ worden toegevoegd na de woorden „in artikel 1231-42“;

1* les mots « du Code judiciaire » sont ajoutés après les mots « à l'article 1231-42 » ;

2° die Wortfolge „oder die zentrale Behörde der gemeinsamen Gemeinschaftskommission“ wird gestrichen.

Artikel 16
wird wie folgt abgeändert:

2° de woorden "of de centrale autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie" worden opgeheven.

Artikel 16

2° les mots « ou l'autorité centrale de la Commission communautaire commune » sont supprimés.

Article 16

Artikel 11 desselben Zusammenarbeitsabkommens wird wie folgt ersetzt:

"Art. 11. Sowohl die föderale Zentralbehörde als auch die gemeinschaftliche Zentralbehörde, die den in Artikel 1231-38 des Gerichtsgesetzbuches erwähnten Bericht erstellt oder genehmigt hat, bewahren eine Abschrift des genannten Berichts und des Urteils über die Adoptierbarkeit des Kindes auf. „

Artikel 17

Artikel 12 desselben Zusammenarbeitsabkommens wird wie folgt abgeändert:

1) § 2 wird wie folgt ersetzt:

„§ 2. Der Konzertierungs- und Begleitausschuss setzt sich wie folgt zusammen:

- ein Vertreter des Justizministers;

Artikel 11 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt vervangen door de volgende:

"Art. 11. De federale centrale autoriteit en de centrale autoriteit van de Gemeenschap die het verslag bedoeld in artikel 1231-38 van het Gerechtelijk Wetboek heeft opgesteld of goedgekeurd, bewaren elk een afschrift van dat verslag en van het vonnis betreffende de adopteerbaarheid van het kind."

Artikel 17

In artikel 12 van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1) paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

"§ 2. De Commissie van overleg en opvolging is samengesteld als volgt:

- een vertegenwoordiger van de Minister van Justitie;

L'article 11 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. L'autorité centrale fédérale et l'autorité centrale communautaire qui a rédigé ou approuvé le rapport visé à l'article 1231-38 du Code judiciaire conservent chacune une copie dudit rapport et du jugement relatif à l'adoptabilité de l'enfant. ».

Article 17

Dans l'article 12 du même accord de coopération, les modifications suivantes sont apportées :

1) Le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La Commission de concertation et de suivi est composée comme suit :

- un représentant du Ministre de la Justice;

- | | | |
|---|---|--|
| - ein Vertreter des FÖD
Auswärtige
Angelegenheiten; | - een vertegenwoordiger
van de FOD Buitenlandse
Zaken; | - un représentant du SPF
Affaires étrangères; |
| - ein Vertreter des FÖD
Inneres; | - een vertegenwoordiger
van de FOD Binnenlandse
Zaken; | - un représentant du SPF
Intérieur; |
| - für jede Gemeinschaft, ein
Vertreter des Ministers, der
die Adoption in seiner
Zuständigkeit hat, und zwei
Vertreter der Mitglieder des
Gemeinsamen Kollegiums,
die für den
Personenbeistand
zuständig sind; | - voor elke Gemeenschap
een vertegenwoordiger van
de Minister tot wiens
bevoegdheid adoptie
behoort, en twee
vertegenwoordigers van de
leden van het Verenigd
College van de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie
die bevoegd zijn voor het
beleid inzake bijstand aan
personen; | - un représentant du
Ministre ayant l'adoption
dans ses attributions pour
chaque Communauté et
deux représentants des
Membres du Collège réuni
de la Commission
communautaire commune
compétents pour la
politique de l'aide aux
personnes; |
| - mindestens aus einem
Vertreter der föderalen
Zentralbehörde und jeder
zentralen Behörde der
Gemeinschaften und
mindestens aus einem
Vertreter der für den
Personenbeistand
zuständigen Dienste der
gemeinsamen
Gemeinschaftskommission; | - ten minste één
vertegenwoordiger van de
federale centrale autoriteit
en van iedere centrale
autoriteit van een
Gemeenschap, en ten
minste één
vertegenwoordiger van de
diensten van de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie
die bevoegd zijn voor het
beleid inzake bijstand aan
personen; | - au moins un représentant
de l'autorité centrale
fédérale et de chaque
autorité centrale d'une
Communauté, et au moins
un représentant des
services de la Commission
communautaire commune
compétents pour la
politique de l'aide aux
personnes ; |
| - ein Vertreter des
Kollegiums
der
Generalprokuratoren und
zwei Vertreter des Rates
der Staatsanwälte, von
denen einer für die
französischsprachige und
der andere für die
niederländischsprachige
Rolle zuständig ist; | - een vertegenwoordiger
van het College van
procureurs-generaal, en
twee vertegenwoordigers
van de Raad van
procureurs des Konings,
waarvan één van de
Nederlandse taalrol en één
van de Franse taalrol; | - un représentant du
Collège des Procureurs-
généraux, et deux
représentants du Conseil
des procureurs du Roi, dont
l'un du rôle linguistique
francophone et l'autre du
rôle linguistique
néerlandophone; |

- zwei Richter am Familiengericht, von denen einer französischsprachig und der andere niederländischsprachig ist;	- twee rechters die zitting houden in de familierechtbank, de ene Nederlandstalig en de andere Franstalig;	- deux juges siégeant au tribunal de la famille, l'un d'expression française, l'autre d'expression néerlandaise ;
---	--	---

- zwei Ratsmitglieder am Berufungsgericht zuständig für Familienangelegenheiten, von denen einer französischsprachig und der andere niederländischsprachig ist. "	- twee raadsheren zetelend in het hof van beroep in familie zaken, de ene Nederlandstalig en de andere Franstalig. "	- deux conseillers siégeant à la Cour d'Appel dans les affaires familiales, l'un d'expression française, l'autre d'expression néerlandaise. ».
---	--	--

2) § 3 Absatz 2 wird wie folgt ersetzt:	2) Paragraaf 3, tweede lid, wordt vervangen als volgt:	2) Le § 3, alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :
---	--	---

„Den Vorsitz führt der Vertreter des Justizministers. Das Sekretariat wird von der föderalen Zentralbehörde wahrgenommen. ".	"Zij wordt voorgezeten door de vertegenwoordiger van de Minister van Justitie. Het secretariaat wordt waargenomen door de federale centrale autoriteit. ".	« Elle est présidée par le représentant du Ministre de la Justice. Le secrétariat est assuré par l'autorité centrale fédérale. ».
--	--	---

3) Es wird folgender § 4 eingefügt:	3) Er wordt een § 4 ingevoegd, luidende:	3) Il est inséré un § 4, rédigé comme suit :
-------------------------------------	--	--

„§ 4. Der Konzertierungs- und Begleitausschuss kann eine Geschäftsordnung festlegen. ".	"§ 4. - De Commissie van overleg en opvolging kan een huishoudelijk reglement opstellen. ".	« § 4. - La Commission de concertation et de suivi peut établir un règlement d'ordre intérieur. ».
---	---	--

Kapitel 2. Änderungen der Anhänge	Hoofdstuk 2. Wijzigingen van de bijlagen	Chapitre 2. Modifications des annexes
--	---	--

Artikel 18

Artikel 18

Article 18

In demselben Zusammenarbeitsabkomm en werden Anhang 1 und Anhang 2 durch Anhang 1 bzw. Anhang 2 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkomm ens ersetzt.

In hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de bijlage 1 en de bijlage 2 vervangen door de bijlage 1 en de bijlage 2 gevoegd bij huidig samenwerkingsakkoord.

Dans le même accord de coopération, l'annexe 1^{re} et l'annexe 2 sont respectivement remplacées par l'annexe 1^{re} et l'annexe 2 jointes au présent accord de coopération.

Kapitel 3. Inkrafttreten

Hoofdstuk3. Inwerkingtreding

- Chapitre 3. - Entrée en vigueur

Artikel 19

Artikel 19

Article 19

Vorliegendes
Zusammenarbeitsabkomm
en tritt zu dem durch den
Königlichen Erlass, gemäß
Artikel 47 des Gesetzes
vom 6. Juli 2017 zur
Vereinfachung,
Harmonisierung,
Digitalisierung und
Modernisierung von
Bestimmungen im Bereich
Zivilrecht und
Zivilprozessrecht und im
Notariatswesen und zur
Festlegung verschiedener
Bestimmungen im Bereich
Justiz festgelegten
Zeitpunkt in Kraft.

Dit samenwerkingsakkoord
treedt in werking op de
datum vastgesteld bij
koninklijk besluit, op grond
van artikel 47 van de wet
van 6 juli 2017 houdende
vereenvoudiging,
harmonisering,
informatisering en
modernisering van
bepalingen van burgerlijk
recht en van burgerlijk
procesrecht alsook van het
notariaat, en houdende
diverse bepalingen inzake
justitie.

Le présent accord de
coopération entre en
vigueur à la date fixée par
arrêté royal, en vertu de
l'article 47 de la loi du 6
juillet 2017 portant
simplification,
harmonisation,
informatisation et
modernisation de
dispositions de droit civil et
de procédure civile ainsi
que du notariat, et portant
diverses mesures en
matière de justice.

Erstellt in Brüssel, am
, in fünf Originalexemplaren
in französischer, deutscher
und niederländischer
Sprache.

Gedaan te Brussel, op
, in vijf originele
exemplaren in de
Nederlandse, de Franse en
de Duitse taal.

Fait à Bruxelles, le
, en cinq exemplaires
originaux en français, en
allemand et en néerlandais.

Für den Föderalstaat:

Voor de Federale Staat:

Pour l'Etat fédéral :

Der Minister der Justiz,

De Minister van Justitie,

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

K. GEENS

K. GEENS

Für die Flämische
Gemeinschaft:

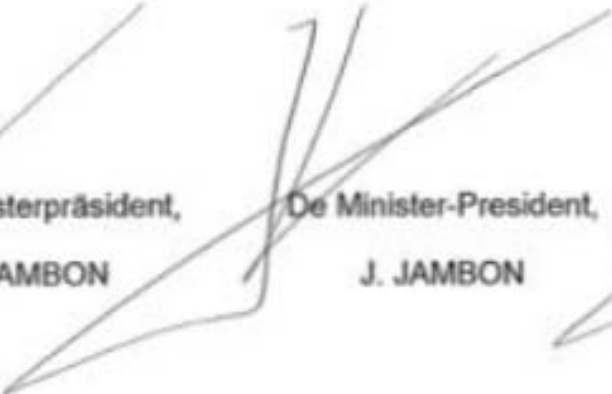
Voor de Vlaamse
Gemeenschap:

Pour la Communauté
flamande :



Der Ministerpräsident,

J. JAMBON



De Minister-President,

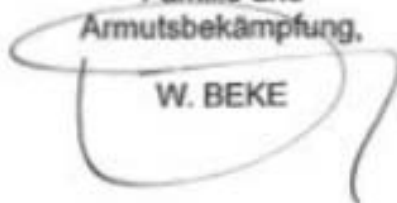
J. JAMBON



Le Ministre-président,

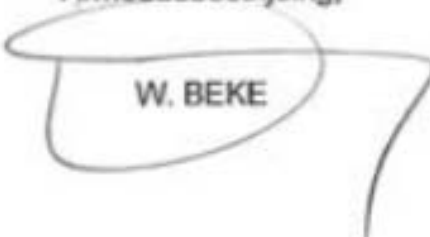
J. JAMBON

Der Minister für Wohlfahrt,
öffentliche Gesundheit,
Familie und
Armutsbekämpfung,



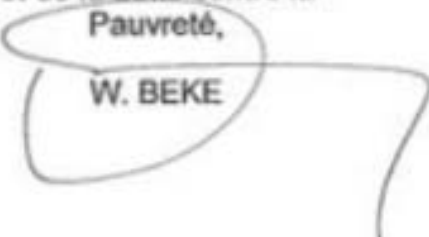
W. BEKE

De Minister van Welzijn,
Volksgezondheid, Gezin en
Armoedebestrijding,



W. BEKE

Le Ministre du Bien-être,
de la Santé, de la Famille
et de la Lutte contre la
Pauvreté,



W. BEKE

Für die Französische
Gemeinschaft:

Voor de Franse
Gemeenschap:

Pour la Communauté
française :



Der Ministerpräsident,

P.-Y. JEHOLET



De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET



Le Ministre-président,

P.-Y. JEHOLET

Ministers für Jugend,
Jugendhilfe, Justiz, Sport
und Förderung von Brüssel

De Minister van Hoger
Onderwijs, Onderwijs voor
Sociale Promotie,
Universitaire Ziekenhuizen,
Jeugdzorg, Justitiehuzen,
jeugd, Sport en de
Promotie van Brussel,

Ministre de l'Enseignement
supérieur, de
l'Enseignement de la
Promotion sociale, des
Hôpitaux universitaires, de
l'Aide à la jeunesse, des
Maisons de Justice, de la
Jeunesse, des Sports et de
la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY



V. GLATIGNY



V. GLATIGNY



Für die Deutschsprachige
Gemeinschaft:

Voor de Duitstalige
Gemeenschap:

Pour la Communauté
germanophone :

Der Ministerpräsident,

De Minister-President,

Le Ministre-président,

O. PAASCH

O. PAASCH

O. PAASCH

Der Minister für Familie,
Gesundheit und Soziales,

De Minister van Gezin,
Gezondheid en Sociale
Aangelegenheden,

Le Ministre de la Famille,
de la Santé et des Affaires
sociales,

A. ANTONIADIS

ANTONIADIS

ANTONIADIS

Für die Gemeinsame
Gemeinschaftskommission:

Der Präsident des
Vereinigten Kollegiums der
Gemeinsamen
Gemeinschaftskommission,

R. VERVOORT

Voor de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie:

De voorzitter van het
Verenigd College van de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie,

R. VERVOORT

Pour la Commission
communautaire commune :

Le président du Collège
réuni de la Commission
communautaire commune,

R. VERVOORT



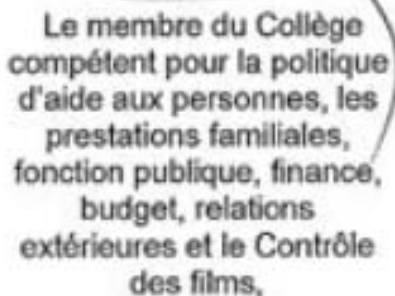
Das Mitglied des
Vereinigten Kollegiums
zuständig für die
Personenbeistandspolitik,
Familienleistungen, das
öffentliche Amt, Finanzen,
den Haushalt,
Außenbeziehungen und die
Filmkontrolle,

B. CLERFAYT



Het lid van het College
bevoegd voor het beleid
inzake bijstand aan
personen, gezinsbijslagen,
openbaar ambt, financiën,
begroting, externe
Betrekkingen en
filmkeuring

B. CLERFAYT



Le membre du Collège
compétent pour la politique
d'aide aux personnes, les
prestations familiales,
fonction publique, finance,
budget, relations
extérieures et le Contrôle
des films,

B. CLERFAYT

Das Mitglied des
Vereinigten Kollegiums
zuständig für die
Personenbeistandspolitik,
Familienleistungen, das
öffentliche Amt, Finanzen,
den Haushalt,
Außenbeziehungen und die
Filmkontrolle,

S. GATZ



Het lid van het College
bevoegd voor het beleid
inzake bijstand aan
personen, gezinsbijslagen,
openbaar ambt, financiën,
begroting, externe
Betrekkingen en
filmkeuring

S. GATZ



Le membre du Collège
compétent pour la politique
d'aide aux personnes, les
prestations familiales,
fonction publique, finance,
budget, relations
extérieures et le Contrôle
des films,

S. GATZ



ANNEXE 1

CERTIFICAT

Je soussigné(e) atteste,
conformément aux articles 1231-1/2, alinéa 2, 2° et 1231-3, alinéa 2, du Code
judiciaire, que la préparation organisée par la Communauté et
visée aux articles 346-2 et 361-1, alinéa 2, du Code civil a été suivie :

Par Madame/Monsieur

Nom :

Prénom :

Lieu de naissance :

Date de naissance :

Nationalité :

Etat civil :

Numéro de registre national:

Adresse :

Et Madame/Monsieur

Nom :

Prénom :

Lieu de naissance :

Date de naissance :

Nationalité :

Etat civil :

Numéro de registre national :

Adresse :

Fait à, le

(cachet)

(signature, nom, prénom, qualité)

BIJLAGE 1

ATTEST

Ik, ondergetekende....., verklaar overeenkomstig de artikelen 1231-1/2, tweede lid, 2° en 1231-3, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, dat de voorbereiding georganiseerd door de Vlaamse Gemeenschap en bedoeld in de artikelen 346- 2 en 361- 1, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek gevolgd werd :

Door Mevrouw/Mijnheer

Naam:

Voornaam:

Geboorteplaats:

Geboortedatum:

Nationaliteit:

Burgerlijke staat:

Rijksregisternummer:

Adres :

En Mevrouw/Mijnheer

Naam:

Voornaam:

Geboorteplaats:

Geboortedatum:

Nationaliteit:

Burgerlijke staat:

Rijksregisternummer:

Adres :

Gedaan te, op

(stempel) (handtekening, naam, voornaam en hoedanigheid)

ANNEXE 2

ATTESTATION MEDICALE

(conformément à l'article 5 de l'accord de coopération du 12 décembre 2005 en matière d'adoption, modifié par l'accord de coopération du)

Je soussigné(e), Docteur en médecine, atteste que, sur la base des données médicales relatives à Monsieur / Madame et du document informatif transmis par l'autorité centrale communautaire relatif à l'adoption d'un enfant :

Nom :

Prénom :

Date de naissance :

Adresse :

l'état de santé de l'intéressé(e) lui permet / ne lui permet pas d'adopter un enfant.

L'intéressé(e) a été informé(e) que la présente attestation sera mise à la disposition du service chargé de la réalisation de l'étude sociale ordonnée par le Tribunal de la famille

Fait à, le

(cachet)

(signature)

BIJLAGE 2

MEDISCH ATTEST

(overeenkomstig artikel 5 van het samenwerkingsakkoord van 12 december 2005 betreffende adoptie, gewijzigd bij het samenwerkingsakkoord van)

Ik, ondergetekende....., dokter in de geneeskunde, verklaar op grond van de medische gegevens betreffende mijnheer / mevrouw en van het informatief document overgemaakt door de centrale autoriteit van de Gemeenschap betreffende de adoptie van een kind :

Naam:

Voornaam:

Geboortedatum:

Adres:

dat de gezondheidstoestand van de betrokkene het hem/haar mogelijk maakt/niet mogelijk maakt een kind te adopteren.

Aan de betrokkene is meegedeeld dat dit attest ter beschikking wordt gesteld van de dienst belast met het maatschappelijk onderzoek bevolen door de familierechtbank

Gedaan te, op

(stempel)

(handtekening)